

Note d'information économique COVID-19 – 31 mars 2020

Commerce

- **Lors de la réunion du 30 mars des ministres du commerce du G20, le représentant au commerce américain (USTR) Robert Lighthizer a de nouveau exprimé la position de l'administration Trump.** D'une part, l'ensemble des ministres ont convenu de renforcer leur coopération pour assurer l'approvisionnement en prenant les « mesures immédiates nécessaires » pour faciliter la circulation des « biens essentiels » à la lutte contre le Covid-19 et en limitant les restrictions à des mesures d'urgence « ciblées, proportionnées, transparentes et temporaires ». D'autre part, comme il l'avait déjà indiqué le 20 mars (cf. note du 23/03), R. Lighthizer a de nouveau affirmé que cette crise montrait, pour l'administration Trump, la dépendance américaine aux importations de matériel médical – « *vulnérabilité stratégique* » – et qu'elle appelait donc à la relocalisation de capacités de production aux États-Unis. L'USTR a par ailleurs invité ses homologues à se concentrer sur la réponse à l'urgence sanitaire et à ne pas invoquer celle-ci pour avancer sur d'autres sujets commerciaux.
- **Selon la presse américaine, le président Trump s'apprêterait à signer un décret présidentiel accordant aux importateurs américains un délai de 90 jours pour le paiement de certains droits de douane.** A ce stade, la presse indique que ce projet de décret ne concernerait pas les droits imposés par l'administration Trump au titre des sections 301 (affaire Airbus, Chine) et 232 (acier et aluminium). Donald Trump s'est jusqu'à présent opposé à amender les mesures tarifaires en vigueur pour soutenir l'activité, malgré les demandes répétées du secteur privé et de certains parlementaires. A l'inverse, un groupe d'entreprises américaines bénéficiant des droits de douane imposés par les États-Unis, le *Committee to Support US Trade Laws*, a demandé à l'administration de maintenir les tarifs en vigueur et de ne pas accorder de délais de paiement aux importateurs.
- **L'USTR a annoncé le 31 mars de nouvelles exemptions de droits de douane pour une série de biens médicaux importés depuis la Chine, la quatrième depuis le début du mois de mars.**

Politique budgétaire

- **Nancy Pelosi (Speaker de la Chambre des Représentants) propose un nouveau plan de relance axé sur les infrastructures.** Ce plan serait axé sur la remise en état d'infrastructures de première nécessité, telles que la distribution d'eau potable et l'accès à Internet, et des baisses d'impôts ciblées sur les ménages (déplafonnement de la déductibilité des impôts locaux). N. Pelosi souhaite que ce plan de relance, qu'elle qualifie de bipartisan, contribue à soutenir la reprise de l'activité. Elle a indiqué que les travaux législatifs n'aboutiront pas avant le 20 avril, date de reprise des débats parlementaires.
- **D. Trump souhaite un plan d'infrastructures de 2 000 Md USD (9 % du PIB).** Dans un [tweet](#), le président a appelé à la mise en place d'un vaste plan d'infrastructures, qu'il estime d'autant plus opportun que les taux d'intérêt sont faibles. Cette intervention s'inscrit dans le contexte du débat sur nouveau plan de relance mais doit être analysée avec précautions, dans la mesure

où le projet d'un plan d'infrastructures est, depuis la prise de fonction de l'administration Trump, une antienne qui n'est jamais suivie de propositions concrètes de la part de la Maison-Blanche.

- **Mitch McConnell, chef de la majorité Républicaine au Sénat, s'est dit ouvert à l'émission d'obligations spécifiques à la crise économique engendrée par la pandémie** (*pandemic-related U.S. Treasury bonds*). Cette déclaration est singulière, car cette proposition n'était pas dans le débat public américain jusqu'à présent.

Finance

- **Les institutions finançant le marché immobilier demandent à la Fed de plafonner les appels de marges.** Plusieurs médias ont rapporté en début de semaine que la *Mortgage Bankers Association* (MBA), une association de banques intervenant sur le marché des crédits hypothécaires (*mortgage-backed securities*, MBS) aurait alerté dimanche, par le biais d'une lettre, les présidents de la Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur des marchés boursiers, et de la *Financial Industry Regulatory Authority* (FINRA), le principal organisme d'autorégulation des broker-dealers, du risque d'une perturbation de grande échelle ("large-scale disruption") sur le marché du crédit immobilier américain. La MBA estimerait que les achats de MBS annoncés par la Fed la semaine dernière pour enrayer la baisse des prix sur le marché du crédit immobilier a conduit à une dépréciation des positions à la vente (*short*) achetées par les banques prêteuses pour se couvrir. Réciproquement, la dégradation de la valeur des portefeuilles des banques aurait conduit les broker-dealers à augmenter les appels de marge demandés aux banques (« margin calls reached staggering and unprecedented levels»). Craignant que les banques prêteuses ne puissent supporter de tels niveaux de marge, la MBA aurait demandé aux régulateurs d'intervenir par l'intermédiaire d'une recommandation (*guidance*) pour appeler les broker-dealers à limiter la hausse de ces appels de marge.

Entreprises

- Après l'annonce de Macy's hier de mettre en congé sans solde 130 000 salariés, plusieurs grandes enseignes ont annoncé ce jour des mesures similaires, à l'instar de Ascena Retail (53 000 salariés), Victoria's secret (94 000 salariés), J.C. Penney Co (90 000 salariés), Gap (80 000 salariés sur les 129 000 que compte le groupe) et Kohl's (85 000 sur 120 000). Les groupes Gap et Kohl's ont indiqué maintenir les prestations d'assurance maladie de leurs salariés mis en congé sans solde. **Les annonces de mise en congé et de réduction d'effectifs se multiplient dans le secteur du retail (15,7 millions de salariés aux Etats-Unis).** Par effet d'entraînement, plusieurs groupes propriétaires de centres commerciaux ont annoncé des mises en congé sans solde et des réductions d'effectifs à venir, anticipant des retards de versement de loyers.
- **Le groupe FCA (Fiat-Chrysler) a annoncé la diminution temporaire de 20% des salaires des employés non ouvriers** (« white collars »), de 30% pour les membres du conseil exécutif et de 50% pour le PDG du groupe. Les membres du CA ont en outre accepté à l'unanimité de renoncer à leurs bonus en 2020. Le groupe a indiqué que les déductions salariales seraient rétribuées aux salariés affectés d'ici au 15 mars 2021. Cette annonce fait suite aux décisions similaires prises la semaine dernière chez General Motors (diminution temporaire de 20% des salaires des employés non ouvriers) et Ford (réduction temporaire pendant 5 mois - avant rétribution future - de 20% à 50% des salaires des 300 managers les mieux rémunérés du

groupe). Ford a en parallèle annoncé la fermeture prolongée de 4 sites de production aux Etats-Unis, que le groupe espérait rouvrir début avril.

- **Plusieurs grands groupes considérés dans les « services et infrastructures essentiels » ont annoncé des mesures de prise de température obligatoire des salariés avant leur entrée sur leur lieu de travail.** Walmart a indiqué installer des thermomètres infrarouges dans l'ensemble de ses magasins et centres de distribution. Le groupe impose à tous les salariés ayant une température supérieure à 100°F de rester chez eux. Walmart a également annoncé le versement de primes exceptionnelles à ses salariés à temps plein et mi-temps (respectivement 300\$ et 150\$), pour un coût total de 550 M\$.
- **Les grèves de salariés exigeant des conditions de sécurité renforcées et des compensations financières se multiplient.** 150 000 employés de l'entreprise de livraison Instacart sont entrés en grève lundi, tandis que des employés de la chaîne Whole Foods (groupe Amazon) ont annoncé un jour de grève « sick Tuesday ».